

Bulletin d'histoire politique

Fin de cycle, aux origines du malaise politique québécois, de Mathieu Bock-Côté (Boréal, 2012)

Roger Payette



Volume 21, numéro 1, automne 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1011711ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1011711ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Payette, R. (2012). Compte rendu de [*Fin de cycle, aux origines du malaise politique québécois*, de Mathieu Bock-Côté (Boréal, 2012)]. *Bulletin d'histoire politique*, 21(1), 264–268. <https://doi.org/10.7202/1011711ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2012

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

2.

ROGER PAYETTE
Historien

Le sociologue Mathieu Bock-Côté présente, dans son dernier livre intitulé *Fin de cycle*, ce qu'il pense être les causes de ce qu'il nomme, en sous-titre, le malaise politique des Québécois. Essentiellement, ce malaise politique proviendrait, selon l'auteur, de l'hégémonie qu'exercerait un courant idéologique progressiste sur la politique québécoise, qui censurerait le conservatisme en le faisant passer pour une pathologie, et ainsi l'empêcherait de faire valoir son point de vue et de prendre sa place sur l'échiquier politique québécois.

L'ouvrage est divisé en six parties. L'introduction, intitulée «La triste fin d'une époque», formule ainsi la source du malaise: en voulant se départir de l'idéologie de la survivance, les Québécois auraient oublié leur précarité collective et, par là, auraient perdu de vue ce que le sociologue appelle les «fondamentaux» de leur condition nationale.

Le premier chapitre «Aux origines du malaise politique québécois» creuse les origines de ce malaise politique. L'auteur en voit une première cause dans le blocage de la société québécoise coincée entre l'affaissement du projet de pays et l'impossibilité manifeste de réformer le fédéralisme. Cet affaissement du projet de pays serait dû au fait que le courant souverainiste aurait abandonné dans son combat le terrain de l'identité nationale, «vidé la nation de sa culture et de son histoire» (p. 37) et, perverti par l'idéologie de la social-bureaucratie, chercher à refonder la société «sur le principe de l'égalitarisme identitaire» (p. 37). Ce terrain fut un temps récupéré et occupé par l'Action démocratique du Québec (ADQ) (à partir du printemps 2006) mais, explique le sociologue, cette formation politique a échoué la mission que lui avait confiée l'électorat parce qu'elle «ne disposait pas d'un projet politique suffisamment défini» (p. 34).

Peut-être aussi ce courant politique de droite avait-il rapidement montré et atteint ses limites? En conjuguant la défense de l'identité québécoise au procès de ce que l'auteur appelle la «social-bureaucratie», les Québécois réalisèrent que l'ADQ de Mario Dumont affaiblirait le seul instrument puissant dont ils disposent encore pour, précisément, garantir la pérennité de leur identité, à savoir l'État québécois, et donc, que le discours de l'ADQ était, pour leur identité, dangereux parce que incohérent?

Le malaise politique québécois serait donc l'expression de la critique de ce bureaucratisme lié à un multiculturalisme envahissant. Ce courant critique serait conservateur et chercherait à se structurer en courant réformateur, mais n'aurait pas encore trouvé son expression politique. Ce courant conservateur prendrait appui sur un déplacement de l'opinion de la lutte constitutionnelle au combat identitaire. Parce que la

nation saisirait qu'elle se trouve aujourd'hui devant la nécessité d'un travail acharné pour maintenir ouverte la fenêtre de sa possible indépendance politique. C'est dans cette logique que l'on devrait comprendre la «gouvernance souverainiste» de Pauline Marois ou le dessein de «remettre le Québec en marche» de François Legault. Cette lutte urgente à mener serait le résultat de cette longue hégémonie exercée par une élite progressiste qui a asphyxié l'opinion populaire par son adhésion à la rectitude politique.

Pour sortir de ce cul-de-sac, Bock-Côté propose de remettre en question cinq vecteurs de l'idéologie progressiste que cette dernière a greffé à la condition sociale québécoise: il s'agit du multiculturalisme, de l'école égalitariste, du relativisme moral, du corporatisme qui bloque l'expression populaire et de la social-technocratie qui condamne la croissance économique. La remise en question de ce quintette idéologique est pressante, car elle entrave le réalignement politique, étouffe l'apparition sur l'échiquier politique du conservatisme et produit un univers politique en dés-harmonie avec son univers sociologique. D'où le malaise politique des Québécois. Surtout que, pour le sociologue, ce mouvement conservateur serait en ce moment «la seule force dynamique qui puisse renouveler le Québec» (p. 51-52).

Le chapitre suivant, «L'échec du souverainisme officiel», avance l'idée que ce type d'indépendantisme édulcoré serait mort. Ce qu'on verrait de lui aujourd'hui sont les spasmes d'un agonisant. Ce souverainisme officiel mourrait de son erreur d'avoir évacué de son discours «toute l'expérience historique du Canada français» (p. 58). Mené par des intellectuels progressistes, le souverainisme officiel aurait conduit le combat de l'indépendance, non seulement contre le Canada anglais, mais contre le Canada français lui-même, un indépendantisme, donc, mais contre le Québec historique. Sous la direction de René Lévesque, ce souverainisme officiel n'aurait pas commis cette erreur. La première élite de ce souverainisme intégrait à son discours et «refusait de disqualifier totalement l'expérience canadienne-française» (p. 67). Et donc, cette première élite souverainiste s'inscrivait dans l'enracinement et non «dans l'imaginaire de la rupture radicale» (p. 68).

Mais quelles seraient donc les variables dans l'équation québécoise qui devraient être changées pour qu'apparaisse chez les Québécois un mouvement authentiquement indépendantiste qui, autre qu'une revendication historique, enracinée mais intempestive à la Tardivel, aurait un fort appui populaire? Si aucune variable nouvelle n'est introduite dans l'équation d'une nation, si tout devait rester comme avant, l'état futur d'une collectivité ne serait-il pas déjà contenu dans son état présent? Ne serait-ce pas ce que le peuple québécois a connu entre la rébellion de 1837-1838 et la Révolution tranquille de 1960, les élites traditionnelles jouant le rôle

d'un système immunitaire luttant contre les virus de la nouveauté, ce qu'avait constaté Louis Hémon dans son si beau roman, *Maria Chapdelaine*, « au pays du Québec rien n'a changé. Rien ne changera ».

Après René Lévesque, après la première élite souverainiste partie, ce mouvement aurait dévié de son projet original en associant au souverainisme le progressisme. Il y eut dans cette déviance la perte d'une « épaisseur historique » au profit d'une « fiction social-technocratique » (p. 74). Ce souverainisme « social ou moral » devint, en fait, « un provincialisme amélioré » (p. 79). Cette déviance du parti (Parti québécois) qui incarnait la possibilité de l'indépendance nationale conduisit l'électorat identitaire à se tourner du côté de l'Action démocratique du Québec, puis du côté de l'abstentionnisme ne se reconnaissant plus dans ce souverainisme socio-technocratique, écologique, multiculturel et social-démocrate.

Dans son troisième chapitre, « Petite histoire d'une grande dérive : bilan du Bloc québécois », l'auteur explore cette expérience du Bloc québécois dans l'arène politique fédérale. La critique formulée par l'auteur à l'endroit de ce parti est la même que pour le mouvement souverainiste officiel : « le Bloc, écrit Bock-Côté, avait [...] doublé son engagement souverainiste d'un militantisme progressiste finalement devenu sa raison d'être » (p. 97). Ce qui a conduit un certain électorat moins à rejeter le projet de pays lui-même que ce que le Bloc voulait en faire socialement et culturellement.

L'auteur introduit dans ce chapitre une nouvelle variable à sa critique du mouvement souverainiste. Il reproche au Bloc québécois d'avoir abandonné la thèse des deux peuples fondateurs. « En marquant la rupture avec la conscience historique de la majorité française, on pensait ainsi ouvrir le chantier d'une reconstruction intégrale des contenus et des contours de la nation québécoise » (p. 106).

N'y a-t-il pas toujours rupture à opérer lorsqu'on veut grandir, changer ? N'avons-nous pas en cette circonstance un devoir de lucidité comme nous le conseilla Maurice Séguin dans les années 1960, abandonner ses illusions pour, réintégrant le réel, donner toute la place à notre idéal ? Le peuple canadien-français de 1867 est-il véritablement un peuple fondateur de pays, ou un peuple qui, devant l'inévitable, cherchait à sauver sa peau ?

Pour comprendre le vote de l'électorat québécois aux élections fédérales du 2 mai 2011, le sociologue avance l'idée que le nationalisme bloquiste était, au moment de cette élection, diversitaire et ne pouvait plus justifier l'indépendance nationale. Il se présentait comme « le troisième pilier du progressisme pancanadien » (p. 115) et dans ce contexte, cet électorat « finit par préférer l'original à la copie » (p. 116) en votant néo-démocrate. Et peut-être plus important, le Bloc a peut-être conduit « les Québécois [...] à reconnaître pratiquement une légitimité significative à la souveraineté fédérale sur leur devenir national » (p. 112).

Dans le dernier chapitre «*La question du conservatisme au Québec*» le chercheur veut redonner une place au conservatisme sur l'échiquier politique québécois. Il veut mettre un terme à la censure qu'on exercerait à l'endroit de cette idéologie politique et à son expérience historique. Pour briser cette censure, il commence par rejeter du revers de la main la perception que beaucoup partagent de l'époque Duplessis en la qualifiant de Grande Noirceur. Pour ce chercheur, c'est un mythe, une pure création d'élites progressistes pour justifier le planisme technocratique que ces élites considéraient comme le seul vecteur possible ou valable pour le progrès collectif. Il fallait se débarrasser du vieux fond culturel canadien-français pour reconstruire intégralement une société québécoise toute neuve. Tout le mouvement souverainiste fut travaillé, pense-t-il, par cette contre-culture, le Parti québécois particulièrement, en venant même à confondre émancipation nationale et émancipation sociale. Aujourd'hui, le souverainisme, qui cherche à moderniser son discours en évacuant toute référence «ethnique» pour donner la place à un nationalisme «civique», veut débarrasser la nation de son histoire et laisser la place au multiculturalisme parce que «le vieux monde canadien-français [n'aurait selon les progressistes, pense Bock-Côté] fondamentalement rien à transmettre» (p. 129).

Devant cette hégémonie progressiste (p. 130), Bock-Côté appelle à une résurgence du conservatisme seule force sociale qui, quand elle sera reconnue politiquement, pourra réconcilier deux héritages fondamentaux de la société québécoise, celui du vieux Canada français avec celui de la Révolution tranquille. Dans cette réconciliation, il faudrait réanimer aussi le catholicisme afin de permettre la reconnaissance de l'appartenance du Québec à la civilisation occidentale. Ce programme idéologique ne pourra se réaliser sans que le conservatisme n'investisse les institutions détenues en ce moment par l'idéologie progressiste. Remplacer l'une par l'autre. Le conservatisme se voit donc confier le mandat d'un réenracinement pour une refondation, «un ressaisissement du vieil héritage national pour le réinvestir dans la défense d'une communauté politique assumant la profonde continuité de son existence, et démantelant un consensus progressiste» (p. 148-149).

Doit-on, pour réussir, pratiquer ce qu'on reproche? On se serait attendu, de la part de Mathieu Bock-Côté, plutôt qu'à une proposition d'un hégémonisme de droite, à une proposition où conservatisme et progressisme devraient s'allier dans une coalition indépendantiste la plus large possible afin de permettre à cette coalition de rejoindre tous les nationalismes et penser pouvoir arriver à ce pays qu'il appelle. Le démocrate, selon Albert Camus, est cet homme modeste qui avoue une certaine part d'ignorance et reconnaît qu'il a besoin de consulter les autres pour compléter ce qu'il sait. Il a aussi dit qu'on ne décide pas de la vérité d'une pensée selon qu'elle est à droite ou à gauche et moins encore selon ce que

la droite ou la gauche décident d'en faire. La vérité de la nécessaire indépendance politique du peuple québécois est ni à gauche ni à droite, ni chez les conservateurs ni chez les progressistes. Cette vérité loge dans la condition de cette communauté nationale qui, si elle ne choisit pas de devenir une nation politiquement souveraine, mourra. Point, à la ligne.

*

* *

Malgré toutes les critiques, parfois sévères, que nous avons pu formuler à l'endroit de cet essai de Mathieu Bock-Côté, nous considérons ce travail de ce jeune chercheur comme remarquable. Ce livre, et la pensée qui s'y déploie, sont essentiels. Car voilà des propos qui amènent le lecteur au fond des choses. Ils ramènent dans le débat public sur notre question nationale les raisons que nous avons de lutter pour nous maintenir, voire nous épanouir comme peuple, en cherchant à nous donner un État à nous. Ne pas oublier que pour porter ses fruits, un arbre doit être enraciné quelque part. Ne pas oublier que pour prospérer, notre peuple doit être enraciné dans un certain nombre de vecteurs culturels qui font de lui ce qu'il est, qui font qu'il se reconnaît comme Québécois, vecteurs culturels avec lesquels, débarrassé de son provincialisme, il ira débattre au concert des nations. Débattre avec cette humanité dont il est, que cela plaise ou non aux fédéralistes, un de ses membres.

Ce jeune chercheur est admirable lorsque, dans son épilogue, il écrit que l'homme n'est pas une « pure plasticité, disponible [...] pour toutes les expériences idéologiques » (p. 166). Il a sans doute aussi raison d'affirmer que nous ne sommes, en somme, que des héritiers qui transmettons ce monde de génération en génération, de civilisation en civilisation, que nous n'avons « pas le droit de tout reprendre à zéro ». Mais lui-même ne doit pas oublier, comme il l'écrit pourtant, que nous avons « le droit d'innover, de remanier largement l'héritage reçu » (p. 168). Cette nuance figure dans son épilogue. Nuance, malheureusement, que nous n'avons pas aperçue dans le corps de la démonstration. Mais peut-être n'avons-nous pas tout compris.